L'IMPÉRATIF ÉCONOMIQUE D' INVESTIR DANS LES MÉDIAS D'INTÉRÊT PUBLIC

DÉCLARATION DU PANEL DE HAUT NIVEAU SUR LES MÉDIAS D'INTÉRÊT PUBLIC

SEPTEMBRE 2025

FID | FORUM INFORMATION DEMOCRACY

Soutenu par

if. International Fund for Public Interest Media

LE **PANEL DE HAUT NIVEAU** SUR LES MÉDIAS D'INTERÊT PUBLIC

Prof. Daron Acemoğlu, Prix Nobel d'Économie 2024, Professeur de l'Institut au MIT, Co-directeur du programme Shaping the Future of Work au MIT et Chercheur affilié aux nouveaux Blueprint Labs du MIT

Prof. Philippe Aghion, Professeur au Collège de France, INSEAD et London School of Economics

Prof. Sir Tim Besley, Professeur d'Économie et de Science Politique et Professeur W. Arthur Lewis d'économie du développement au département d'économie de la London School of Economics

Prof. Dr. Francesca Bria, Professeur honoraire IIPP, UCL Londres, Responsable du projet EuroStack, Présidente, New European Bauhaus Facility, Commission européenne, Présidente de l'Agence d'Innovation ART-ER, Italie

Prof. Dame Diane Coyle, Professeur Benett de Politique Publique, Université de Cambridge

Dr. Obiageli Ezekwesili, Présidente, Human Capital Africa et Fondatrice de l'École de Politique, de Politique Publique et de Gouvernance

Prof. Mariana Mazzucato, Professeur en Économie de l'Innovation et de la Valeur Publique à University College London, UCL, et Directrice fondatrice de la UCL Institute for Innovation and Public Purpose, IIPP

Prof. Atif Mian, Professeur d'Économie, de Politique Publique et de Finance John H. Laporte, Jr. de la promotion de 1967 à l'Université de Princeton

Prof. Andrea Prat, Professeur Richard Paul Richman à la Columbia Business School et Professeur d'Économie au Département d'Économie de l'Université de Columbia

Dr. Vera Songwe, Présidente et Fondatrice de la Liquidity and Sustainability Facility, et Non Resident Senior Fellow au sein du programme Global Economy and Development à Brookings

Prof. Joseph Stiglitz, Prix Nobel d'Économie 2001, Université de Columbia, Fondateur et Co-président de Initiative for Policy Dialogue, Économiste en chef pour le Roosevelt Institute

Les médias d'intérêt public ont rarement été aussi nécessaires. Dans un contexte marqué par une incertitude économique grandissante et d'importants bouleversements politiques, les bénéfices que les organes de presse fiables et indépendants apportent à l'économie et à la société dans son ensemble sont plus que jamais indispensables.

Le Panel de haut niveau sur les médias d'intérêt public a été constitué afin d'évaluer les risques que la dégradation constante et existentielle des médias d'intérêt public fait peser sur l'économie et la société, et de proposer des mesures correctives.

Nous, membres du panel, avons examiné les preuves et étudié les tendances mondiales avec une inquiétude croissante. Nous exposons dans ce qui suit les arguments en faveur de l'investissement dans l'économie de l'information et de la mise en place d'une structure adéquate des marchés pour la protéger.[1]

L'accès à des informations fiables est la ressource fondamentale qui alimente l'économie du XXIe siècle. À l'ère de l'information, tous les secteurs de la société, des services de santé à l'éducation en passant par les forces armées, dépendent de la production d'informations factuelles et solides, tout comme les époques précédentes dépendaient de la vapeur ou du charbon pour leur développement industriel. Cette ressource sera encore plus essentielle dans l'économie future, axée sur l'intelligence artificielle (IA).

Les médias d'intérêt public[2] jouent donc un rôle crucial en garantissant cette offre d'informations et en veillant à leur qualité. Ils sont en quelque sorte les banques centrales de l'économie de l'information, et inspirent la confiance nécessaire au bon fonctionnement du système.

Les médias d'intérêt public jouent donc un rôle crucial en garantissant cette offre d'informations et en veillant à leur qualité. Ils sont en quelque sorte les banques centrales de l'économie de l'information, et inspirent la confiance nécessaire au bon fonctionnement du système.

À l'instar des banques centrales, ils jouent un rôle capital dans le soutien à la stabilité et à la croissance économiques, en sécurisant des investissements sur les marchés et en facilitant le dynamisme économique nécessaire à la création des emplois dont les pays et les régions ont besoin.

Dans l'économie numérique, les médias d'intérêt public sont nécessaires à la surveillance du pouvoir politique et économique, et contribuent à limiter la polarisation et les conflits au sein des sociétés, mais aussi entre elles, et à soutenir l'innovation et le dynamisme de l'économie, permettant ainsi une plus grande efficacité des secteurs public et privé.

Et pourtant, partout dans le monde, les médias d'intérêt public sont menacés.[3]

1 Le Panel de haut niveau sur les médias d'intérêt public a été créé et s'est réuni pour la première fois en juin 2025. La présente déclaration est le document final issu des délibérations du Panel et de l'analyse de la littérature politique et scientifique. Elle est présentée comme un avis éclairé et une intervention publique découlant des idées et des points de vue des différents membres du Panel.

2 Cette déclaration ne vise pas à définir les médias d'intérêt public, mais s'inspire de la définition de le Fond International pour les Médias d'Interêt Public (IFPIM), qui inclut parmi leurs caractéristiques les médias qui existent pour informer le public, fournissent des informations factuelles et fiables, s'engagent dans la recherche démontrable de la vérité, sont indépendants sur le plan éditorial et font preuve de transparence quant aux processus, aux finances et aux politiques utilisés pour produire ces informations. IFPIM, accessible ici.

3 L'ampleur du problème est décrite dans divers documents, par exemple dans le Forum sur l'information et la démocratie. (2021). A New Deal for Journalism. Voir ici. Voir ici également le dernier rapport de l'Oxford Reuters Institute for the Study of Journalism Digital News Report (2025). Voir également UNESCO (2021) Journalism is a Public Good. World Trends in Freedom of Expression and Media Development. Global Report 2021/2022.

I. LES MÉDIAS D'INTÉRÊT PUBLIC DANS UN MONDE EN PLEINE TOURMENTE

Deux raisons majeures peuvent expliquer cette situation.

Premièrement, les forces du marché ne suffisent pas à elles seules à fournir ce bien public qu'est l'information à hauteur de ce qu'exigent notre économie et notre société modernes. Le modèle de financement par la publicité, qui a assuré pendant des décennies la gratuité et l'indépendance des médias, a toujours été problématique, notamment en matière d'indépendance éditoriale. Mais à l'ère numérique, ce modèle s'est évanoui.

Cela s'explique principalement par la concurrence de plus en plus déloyale exercée par les géants de la technologie et les plateformes numériques qu'ils contrôlent. Les informations fournies par les médias d'intérêt public sont récupérées à des fins lucratives par ces entreprises, qui sont en outre en mesure de maîtriser leur diffusion et d'en tirer profit. Résultat ? Une société où la technologie menace l'écosystème de l'information au lieu de le soutenir, et où les grandes plateformes sont incitées à privilégier les informations rentables au détriment des informations d'intérêt public. [4]

Le **deuxième** facteur est l'ingérence croissante des gouvernements, notamment des gouvernements autoritaires, mais pas exclusivement. Le classement mondial de la liberté de la presse de RSF, ainsi que l'indice Freedom in the World de Freedom House, attestent tous deux d'une détérioration de la liberté de la presse à l'échelle mondiale ces dix dernières années. [5] Les attaques légalistes contre les médias, telles que les lois restrictives, les poursuites pour diffamation, voire la censure pure et simple, sont de plus en plus courantes.[6]

Cet état de fait met non seulement les journalistes en danger, mais compromet également la valeur que des médias politiquement indépendants et libres apportent à la société en contribuant à la transparence et à la bonne gouvernance dans les affaires politiques et économiques. Les sommes que le Russie dépense en désinformation et en propagande, y compris dans des contenus diffusés hors de ses frontières, représentent trois fois l'aide étrangère accordée par les plus grandes démocraties mondiales au soutien des médias libres et indépendants. Et la Russie n'est pas une exception.[7]

4 Economist Impact (2022) Breaking News: the Economic Impact of COVID-19 on the Global News Industry ; voir ici.

5 Freedom House. (Avril 2017). Freedom of the Press 2017: Press freedom's dark horizon. Freedom House. Voir ici, et Reporters sans frontières. (2 mai 2025). Classement mondial de la liberté de la presse 2025 : la fragilité économique, principale menace pour la liberté de la presse. Reporters sans frontières. Voir ici. L'ampleur du problème s'est peut-être manifestée le plus récemment avec la fermeture de la Corporation for Public Broadcasting aux États-Unis en juillet 2025, à la suite de la suppression de son financement après six décennies passées à remplir sa mission de création et de maintien d'un système médiatique public fiable aux États-Unis.

6 Voir, par exemple, Crisis in Journalism. The Impact of US Government Funding Cuts on Global Media, Internews Europe, BBC Media Action (disponible ici) et Free Press Unlimited (2025), disponible ici. Un nouveau rapport de la Coalition Against SLAPPs in Europe (CASE) et de la Fondation Daphne Caruana Galizia montre une augmentation inquiétante des affaires SLAPP en Europe. En 2023, 166 nouvelles affaires SLAPP ont été déposées. Cela porte le nombre total à 1 049 affaires SLAPP dans 41 pays européens depuis 2010. Voir ici.

7 Pour les chiffres les plus récents, voir : Organisation de coopération et de développement économiques. (7 juin 2024). Cartographie de l'APD pour l'intégrité de l'environnement médiatique et informationnel (DCD/DAC/GOVNET(2023)13), disponible ici. La part qui est effectivement acheminée vers les organisations médiatiques des pays bénéficiaires, telles que les journalistes, les médias et les organisations de la société civile, est encore plus faible (seulement 0,05 % de l'aide publique au développement totale pour la période 2016-2022). Voir également Lalwani, N., & Deane, J. (11 juin 2024). Le financement des médias internationaux par les donateurs est encore plus faible que nous le pensions — nous devons l'augmenter rapidement pour protéger et soutenir le journalisme indépendant. Fonds international pour les médias d'intérêt public, disponible ici. Michałowska-Kubś, A. (8 août 2022). Coining lies: Kremlin spends 1.5 billion per year to spread disinformation and propaganda. Voir ici. Selon debunk.org, en 2021, la Russie a dépensé plus de 1,5 milliard de dollars pour les médias de masse, les deux médias les plus financés étant RT (Russia Today), orienté vers l'extérieur, et VGTRK (All-Russia State Television and Radio Broadcasting Company), orienté vers l'intérieur, qui ont reçu plus de la moitié des fonds annuels alloués aux médias de masse en Russie. BBC News. (14 octobre 2024). Le directeur de la BBC met en garde contre la propagande russe et chinoise. BBC News. Voir ici.

POURQUOI EST-CE IMPORTANT ?

La société moderne a longtemps profité d'un cercle vertueux où les informations fournies par des médias libres et indépendants favorisaient un environnement politique et économique dynamique, et réciproquement. Mais aujourd'hui, c'est un cercle vicieux qui se met en place, où la désinformation et le manque d'informations fiables et indépendantes nuisent à la capacité des individus à faire des choix éclairés sur le plan personnel, professionnel et même politique, ce qui favorise la collusion, la corruption et le déclin de la démocratie.

Le débat politique a récemment été monopolisé par les discussions sur les droits de douane et les guerres commerciales. Pourtant, la détérioration de l'accès à une information libre et fiable, fondement même de l'économie numérique, n'est pas encore considérée comme une priorité politique.

Sans médias d'intérêt public indépendants et dynamiques, ni les économies nationales ni les flux commerciaux et financiers entre les pays ne peuvent fonctionner correctement, et la communauté internationale est dans l'incapacité de relever les grands défis économiques, sociaux et environnementaux actuels tels que la réalisation des objectifs de développement durable des Nations unies, la garantie d'une croissance et d'une prospérité mondiales équitables ou la lutte contre la crise climatique.

> **Nous nous dirigeons tout droit vers ce que la lauréate du prix Nobel Maria Ressa a qualifié d'« Armageddon de l'information », sans même avoir entendu le moindre signal d'alarme.** [8]

En tant que collectif d'économistes, nous estimons que cette absence de priorité politique représente un grave danger pour l'existence de sociétés libres, ouvertes et équitables, ainsi que pour la performance globale de notre économie mondiale. Partout dans le monde, les gouvernements se sont pris de passion pour l'IA, misant sur ses technologies pour stimuler la prospérité économique. Toutefois, ils en oublient d'investir suffisamment dans un pilier essentiel de l'économie du XXIe siècle : l'information indépendante et vérifiable.

> **Nous considérons qu'il est grand temps que la juste valeur des médias d'intérêt public soit reconnue et que l'ensemble des politiques économiques dont disposent les gouvernements soit mobilisé pour mettre un terme à leur déclin.**

Le secteur privé et la société civile ont également un rôle à jouer dans le soutien d'un écosystème médiatique capable de préserver la pluralité des informations factuelles, avec plus de transparence et de contrôle public.

En œuvrant pour soutenir les médias d'intérêt public, notamment par des investissements et par la mise en place d'un écosystème médiatique plus indépendant, plus compétitif et plus dynamique, y compris par le biais du système multilatéral à l'étranger, les gouvernements démocratiques, en particulier, ont une occasion unique de bâtir une économie de l'information adaptée aux défis de demain.

Nous les appelons à saisir cette chance dès maintenant, avant qu'il ne soit trop tard. Nous appelons également la société civile et le grand public à réclamer des comptes aux gouvernements sur les pratiques qu'ils mettent en œuvre.

8 Ressa, M. (5 septembre 2023). [Discours au National Press Club sur la vérité, le journalisme et la démocratie]. National Press Club, Washington, DC. Rapporté par Scott, L. dans Voice of America. Voir ici.

II. MÉDIAS D'INTÉRÊT PUBLIC EN CRISE : POURQUOI ACCORDER TOUTE LEUR VALEUR AUX FAITS

Le bien public que représentent des informations fiables et dignes de confiance contribue à l'activité économique et au bien-être de l'ensemble de la société. Pourtant, comme tous les biens publics, les médias d'intérêt public sont à la merci d'une offre insuffisante sur le marché, les gouvernements et les consommateurs ayant tendance à profiter gratuitement de leurs services. Ce phénomène bien connu explique pourquoi, par exemple, les radiodiffuseurs publics perçoivent une redevance afin de couvrir leurs coûts.

Traditionnellement, d'autres médias ont assuré leur fonctionnement grâce aux recettes publicitaires qui couvraient les coûts de production, de vérification des faits et de diffusion de l'information. Cette approche s'est développée naturellement au fil des décennies, motivée par l'intérêt des annonceurs disposés à payer divers médias pour pouvoir atteindre leur public cible.

La multiplication des plateformes numériques détenues et gérées par une poignée de grandes entreprises technologiques prive désormais les autres organes de presse de leurs sources de revenus, tout en favorisant la croissance d'un marché de l'information insuffisamment réglementé et vulnérable à la désinformation et la mésinformation, problèmes encore exacerbés à l'ère de l'IA.

Alors qu'auparavant les médias d'intérêt public constituaient le pilier d'une société ouverte, équitable et digne de confiance, l'ère actuelle est marquée par la fracture numérique et la désinformation véhiculée par les plateformes, qui créent des bulles de filtrage encore plus susceptibles d'apparaître au sein de sociétés fortement polarisées[9].

Il devient dès lors beaucoup plus difficile de parvenir à un consensus public sur les questions importantes.

Ces pressions affectent et remodèlent les fondements économiques des médias d'intérêt public, qui incluent les marchés et les consommateurs, les politiques économiques telles que les subventions ou les mesures incitatives, les cadres réglementaires et les structures de contrôle juridique.

Lorsque nous mettons en place les politiques économiques nécessaires au soutien des droits des médias d'intérêt public, nous créons les conditions d'une économie libre, indépendante et dynamique dans son ensemble. Mais si nous négligeons ces politiques, ou que nous agissons comme si elles n'étaient pas nécessaires, nous risquons de voir disparaître cette économie de l'information libre, indépendante et pluraliste.

Nous savons par exemple que l'accès à des informations politiques indépendantes et de haute qualité renforce la responsabilité et améliore les résultats politiques.[10] Mais nous savons également que l'information politique est répartie de manière inégale.[11] Ainsi, alors qu'environ 50 % des électeurs américains sont encore relativement bien informés sur les événements politiques récents, l'autre moitié dispose d'un niveau d'information extrêmement faible, et peine à distinguer les fausses informations des vraies. Cette fracture informationnelle, étroitement liée à la fracture économique et éducative, doit être comblée par des politiques financées par le gouvernement, comme les subventions.

9 Acemoglu, D., Ozdaglar, A., & Siderius, J. (2023). A model of online misinformation. The Review of Economic Studies, 91(6), 3117–3150. Voir ici.

10 Voir par exemple Strömberg, D. (2015). Media and Politics. Revue annuelle d'économie, 7, 173-205. Voir ici.

11 Voir par exemple Angelucci, C., & Prat, A. (2024). Is journalistic truth dead? Measuring how informed voters are about political news. American Economic Review, 114(4), 887–925. Voir ici.

Si les médias d'intérêt public sont aujourd'hui en crise, c'est en partie parce que la valeur qu'ils apportent n'est pas suffisamment reconnue. En conséquence, les sociétés ne disposent pas des mesures politiques adaptées pour enrayer leur déclin. Cela se traduit par la dégradation continue d'un pilier essentiel de la société moderne. Pas moins de 9 % des effectifs journalistiques américains ont été supprimés en 2023, et les suppressions d'emplois dans le secteur de la presse se poursuivent.[12]

La crise financière qui frappe les médias d'intérêt public indépendants aux États-Unis et en Europe est extrêmement grave, mais elle menace de plus en plus leur existence même sur les marchés plus petits, plus fragiles et à faibles et moyens revenus. Et à la différence d'autres secteurs économiques, le vide laissé par la disparition des médias d'intérêt public ne laisse pas place à des vitrines nues, mais à la désinformation et à des acteurs malveillants qui sèment le chaos économique et social en cherchant à ébranler la démocratie.

Résoudre cette crise sera difficile. Pour y parvenir, il faut d'abord comprendre et valoriser la contribution des médias d'intérêt public à l'ensemble de la société. En clair, les sociétés fonctionnent mieux lorsqu'elles s'appuient sur une meilleure information. La partie suivante expose les raisons pour lesquelles les gouvernements et les sociétés doivent valoriser et investir davantage dans les médias d'intérêt public, avant d'aborder les mesures qui peuvent être prises.

III. LA VALEUR SOCIALE ET ÉCONOMIQUE DES MÉDIAS D'INTÉRÊT PUBLIC

Le mandat de notre groupe d'experts consistait essentiellement à évaluer les bienfaits essentiels (et souvent irremplaçables) que les médias d'intérêt public apportent à la société, et à identifier les arguments économiques justifiant le soutien à ces fonctions capitales. En règle générale, les médias d'intérêt public apportent une contribution cruciale à l'économie et à la société dans six domaines clés, bien que nous constations également leur vulnérabilité face aux évolutions (telles que le déclin de la bonne gouvernance) dans chacun de ces domaines. Si les trois premiers relèvent principalement des avantages apportés par les médias d'intérêt public, les trois derniers sont également des domaines dans lesquels des économies peuvent être réalisées.

12 Lewis, K. R. (14 octobre 2024). The reality of layoffs, beyond the national numbers. Columbia Journalism Review. Extrait du site web Columbia Journalism Review ici, Tobitt, C. (13 août 2025). Suivi des suppressions d'emplois dans le journalisme en 2025 : Vox Media et Ziff Davis parmi les derniers en date. Press Gazette. Voir ici.

1 SOUTIEN À LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET AU BIEN-ÊTRE SOCIAL.

Tout d'abord, et c'est peut-être le plus essentiel, les médias d'intérêt public contribuent de manière directe et significative à l'économie et au bien-être social. Des médias libres et indépendants favorisent la croissance économique en améliorant la stabilité des marchés financiers et en dévoilant les actions susceptibles d'avoir des répercussions négatives importantes (notamment par la détection et la prévention des fraudes d'entreprise[13] et de la corruption),[14] et en permettant aux citoyens et aux gouvernements d'investir avecdiscernement et en connaissance de cause dans des domaines où les besoins sociétaux sont réels. Des médias libres et indépendants contribuent à renforcer la confiance des investisseurs et à atténuer les distorsions du marché, ce qui se traduit par des investissements nationaux et étrangers plus nombreux et plus productifs.[15]

Des recherches récemment menées dans 97 pays indiquent non seulement que la liberté de la presse a un effet positif sur la croissance économique, mais aussi que les atteintes à cette liberté risquent de compromettre le niveau de vie économique![16] Si de telles atteintes s'avèrent difficiles à contrer, il sera d'autant plus important d'investir dans les moyens permettant aux médias d'intérêt public de diversifier leurs sources de revenus ou de mieux résister aux fluctuations économiques. Enfin, une connaissance publique bien informée, ainsi qu'une bonne compréhension des besoins réels d'une société donnée seront sans nul doute tout aussi déterminantes pour définir l'impact futur de l'IA et des autres technologies émergentes sur l'économie. Seule une source fiable d'informations factuelles peut garantir ce résultat.[17]

13 Miller, G. S. (2006). The Press as a Watchdog for Accounting Fraud. Journal of Accounting Research, 44(5), 1001–1033. Voir ici. Les affaires Mossack Fonseca et Panama Papers sont également des cas bien connus où les médias ont joué un rôle dans la détection, la divulgation et la mise en cause de la responsabilité dans des fraudes à grande échelle et des mécanismes d'évasion fiscale. Plus de 1,2 milliard de dollars américains avaient déjà été récupérés en 2019 à la suite de poursuites judiciaires et de rappels d'impôts basés sur ce travail journalistique, dans des pays tels que le Royaume-Uni (252 millions récupérés), l'Australie (92 millions récupérés) et la Belgique (18 millions récupérés) : Dalby, D. (3 avril 2019). Les Panama Papers permettent de récupérer plus de 1,2 milliard de dollars dans le monde entier. Consortium international des journalistes d'investigation. Voir ici.

14 Djankov, S., McLeish, C., Nenova, T., & Shleifer, A. (2002). Media ownership and prosperity. Dans R. Islam, S. Djankov, & C. McLeish (Eds.), The right to tell: The role of mass media in economic development (pp. 141–166). Institut de la Banque mondiale. Besley, T., Burgess, R., & Prat, A. (2002). Mass media and political accountability. Dans R. Islam, S. Djankov, & C. McLeish (Eds.), The right to tell: The role of mass media in economic development (pp. 45–60). La Banque mondiale.

15 Gao, H., & Zhu, J. (2022). Media coverage, information asymmetry and stakeholders' decisions. Sustainability, 14(21), 13878. Voir ici.

16 Nguyen, J., Valadkhani, A., Nguyen, A., & Wake, A. (2021). Press Freedom and the Global Economy: The Cost of Slipping Backwards. Études journalistiques, 22(4), 399-417. Voir ici. L'étude examine les effets de la liberté de la presse sur la croissance économique de 97 pays sur quatre décennies (1972-2014). Voir également Ketteni, E., & Maniou, T. A. (2025). Examining the relationship between economic growth and media in different economies: The role of press freedom, media corruption and diversity. Journal of Media Economics, 37(3), 85–104. Voir ici. Alam, A., & Shah, S. Z. A. (2013). The role of press freedom in economic development: A global perspective. Journal of Media Economics, 26(1), 4–20. Voir ici.

17 Aghion, P., Jones, B. F., & Jones, C. I. (2017). Artificial intelligence and economic growth (document de travail NBER n° 23928). National Bureau of Economic Research. Voir ici.

2
POUR UNE BONNE GOUVERNANCE

En second lieu, les médias d'intérêt public jouent un rôle économique essentiel en favorisant la bonne gouvernance et en renforçant la confiance sociale, deux conditions indispensables à une économie dynamique et productive. Toutes les études montrent qu'il existe un lien étroit entre la liberté des médias et l'efficacité de la lutte contre la corruption dans différents pays, pour la simple et bonne raison que lorsque les citoyens ont accès à des informations fiables et indépendantes, ils sont plus aptes à demander des comptes aux responsables publics.[18] Cette obligation de rendre compte est en elle-même essentielle, que ce soit en Afrique, en Europe de l'Est ou en Amérique du Nord,[19] dans la mesure où elle favorise un développement économique plus inclusif et durable.[20]

Des médias libres et indépendants contribuent également à renforcer la participation citoyenne et à favoriser l'émergence de sociétés civiles robustes faisant office de garde-fous.

Des analyses empiriques montrent qu'il existe une corrélation étroite entre liberté de la presse et performance institutionnelle, ce qui se traduit par une amélioration des services publics et une plus grande efficacité gouvernementale, autant d'éléments déterminants pour une croissance économique équitable.[21]

Bien que l'ampleur de ces bénéfices soit difficile à évaluer, il est néanmoins possible d'en quantifier certains aspects. Ainsi, neuf ans après l'enquête sur les Panama Papers, les autorités fiscales nationales ont pu récupérer un total de 1,86 milliard de dollars américains. Pour la France seule, les Panama Papers et d'autres enquêtes similaires ont permis au gouvernement de recouvrer plus de 450 millions d'euros.[22]

Même en tenant compte des coûts liés aux enquêtes d'investigation menées par différentes rédactions, les retombées économiques directes des Panama Papers constituent un retour sur investissement considérable, avec pour autre avantage le renforcement du degré de surveillance et de responsabilité dans les processus de gouvernance d'entreprise et financière.

18 Banque mondiale. (2020). Renforcer l'efficacité et la transparence des gouvernements : la lutte contre la corruption (chapitre 3, p. 92-96). Voir ici.

19 Femi Awoniyi, « Pourquoi la démocratie ne répond pas aux attentes des Africains et que faire. Ancien ministre nigérian », The African Courier, 20 janvier 2020. Voir ici.

20 Voir par exemple : Ejigu, A., & Gebru, A. (2020). Relation entre la liberté de la presse et le développement humain : données provenant des pays d'Afrique orientale. World of Media : Journal of Russian Media and Journalism Studies, 1(1). Disponible ici.

21 Stiglitz, J. E., Schiffrin, A., & Groves, D. W. (2024). Journalism for development: The role of journalism promoting democracy and political accountability and sustainable development. UNESCO.(p. 8). See here.

22 International Finance Corporation Review. (2025, April). TAX: Panama Papers leak has led to nearly $2 B in recouped taxes for governments. See here. And Michel, A. (2023, November 22). Évasion fiscale : les « Panama Papers » et autres « leaks » ont rapporté 450 millions d'euros à la France. Le Monde. See here.

3
CRÉATION DE VALEUR PUBLIQUE ET EFFETS SUR LA PRODUCTIVITÉ

Le troisième effet, moins visible, mais tout aussi important, concerne la productivité, qui peut être améliorée grâce à une information de qualité. À cet égard, la valeur réelle des médias d'intérêt public n'est pas pleinement prise en compte par les indicateurs statiques de valeur économique, tels que le produit intérieur brut (PIB). Les informations de qualité fournies par des médias libres et indépendants alimentent les décisions commerciales et politiques dans tous les secteurs de la société, contribuant ainsi à orienter les mesures sociales et économiques vers des réalisations à la fois plus efficaces et plus positives sur le plan social.

Considérons, par exemple, les avantages éducatifs d'une information publique fiable sur la santé pendant la pandémie de COVID-19, qui, en diminuant le nombre d'infections, a permis aux populations de continuer à travailler et a ainsi amélioré la productivité globale. Citons également les recherches montrant que le développement de la radio régionale en Inde a permis d'augmenter les rendements agricoles de près de 15 %. [23]

Des études menées par l'UNICEF révèlent également que les campagnes médiatiques publiques de promotion de la santé (p. ex. vaccination, assainissement) et de l'éducation améliorent la qualité de la main-d'œuvre. En effet, les populations en meilleure santé et mieux éduquées sont plus productives, entraînant une croissance économique à long terme. [24]

De plus, les investissements en faveur des médias d'intérêt public peuvent avoir des effets positifs sur le bien-être. Des recherches menées aux Pays-Bas ont montré que, même en prenant en compte les subventions, les investissements dans la radiodiffusion publique peuvent avoir un effet globalement positif sur le bien-être des ménages.[25] D'autres moyens d'évaluer la valeur attribuée au service public de radiodiffusion existent et vont dans le même sens.[26]Pourtant, en moyenne, les financements publics européens destinés aux médias d'intérêt général stagnent.[27]

23 Vasudevan, S. (2023). Radio and technology adoption during India's Green Revolution: Evidence from a natural experiment. World Development, 161, 106069. Voir ici.

24 UNICEF. (7 novembre 2022). Investir dans les enfants est une décision économique judicieuse. UNICEF Kenya. Voir ici. et UNICEF Yémen. (2019). Communication pour le développement (C4D). UNICEF. Voir ici.

25 Poort, J., & Baarsma, B. (2016). Measuring the Welfare Effects of Public Television. Journal of Media Economics, 29(1), 31–48. Voir ici. Ces effets comprennent « lorsque la télévision éduque les gens ou les rend plus tournés vers la communauté, plus tolérants ou mieux informés en tant qu'électeurs » (Poort & Baarsma, 2016 : 32).

26 Cela inclut les processus d'évaluation contingente dans lesquels, lorsqu'on leur demande quel prix ils seraient prêts à payer pour bénéficier du service public de radiodiffusion, les répondants ont presque toujours tendance à proposer de payer beaucoup plus que le montant actuel des subventions gouvernementales ou des redevances, par exemple. Lin, Y.-M., Fu, T.-T., Yeh, P., & Huang, M.-Y. (2013). Assessing the economic value of public service broadcasting in Taiwan using the contingent valuation approach. Journal of Media Economics, 26(4), 186-202, disponible ici.

27 Henningsen, A., & Krčál, A. (2024). Financement public des médias d'information dans l'UE. Commission européenne. Voir ici.

4 PRÉVENTION DE LA DÉSINFORMATION ET DU DÉCLIN DU SAVOIR COLLECTIF

Quatrièmement, à l'heure où la désinformation et la mésinformation constituent un défi majeur pour la société du XXIe siècle, les médias d'intérêt public sont le meilleur antidote qui soit pour contrer cette tendance. La désinformation est destructrice et coûteuse. Elle altère la qualité des connaissances du public[28] et la confiance dans les institutions, fausse la prise de décision individuelle et renforce la polarisation. Cette menace est décuplée quand la désinformation est intégrée dans les systèmes d'IA ou diffusée via les réseaux sociaux, répliquant ou amplifiant des discours préjudiciables, délibérément ou non, sous forme de fausses nouvelles et de désinformation à une échelle sans précédent.

En 2024, pas moins de 90 pays ont été visés par des actes de manipulation et d'ingérence étrangères, sur 38 000 canaux d'information. Si l'Ukraine était la cible principale des acteurs malveillants, suivie par la France, cette année a vu plus de la moitié de la population mondiale se rendre aux urnes, et de nombreux citoyens ont été exposés à une vague de désinformation visant à compromettre les processus électoraux.[29]

De telles actions déstabilisent la légitimité démocratique en incitant les citoyens à rejeter les décisions légales. Elles accentuent la polarisation politique et favorisent le désengagement des citoyens vis-à-vis des affaires publiques, ainsi qu'une adhésion rigide aux identités partisanes, deux phénomènes qui entravent la coopération démocratique et la résolution des problèmes.[30] Elles se transforment également en problèmes structurels profondément enracinés : en effet, la propagation délibérée de désinformation par des acteurs malveillants dépend également des intérêts de certaines plateformes à alimenter l'engagement par la polarisation et la désinformation.

Les répercussions économiques peuvent être considérables. En effet, la désinformation ciblant les entreprises peut entraîner une baisse des performances boursières, une mauvaise affectation des ressources et une perturbation du comportement des consommateurs et des investisseurs.[31] L'exposition à des informations de mauvaise qualité et inexactes conduit la population à se forger des croyances erronées avec une grande assurance, même lorsqu'elle est confrontée à des preuves qui les contredisent.[32] Il s'avère alors encore plus difficile de rallier le soutien populaire à des politiques efficaces, notamment économiques, axées sur la fiscalité ou la bonne gestion de la dette publique. L'exposition à des affirmations fausses ou trompeuses sape la confiance dans le consensus scientifique, nuit au respect des comportements favorisant le bien-être et peut entraîner des préjudices concrets, comme le report de traitements ou le refus des vaccins, et, en définitive, une augmentation des coûts de santé.[33] Un écosystème médiatique opérationnel peut contribuer à réduire ou à atténuer ces dépenses sociales.

De même, ne pas prendre en compte les risques économiques, institutionnels et écologiques interdépendants liés au changement climatique signifie que nous sous-estimons considérablement l'ampleur des coûts futurs de la crise climatique. Les prévisions récentes tablent par exemple sur une baisse de 19 % du revenu mondial d'ici 2050, ainsi que sur des dommages annuels de plusieurs milliers de milliards de dollars. Les scénarios les plus pessimistes prévoient une baisse de 50 % du PIB mondial entre 2070 et 2090, à moins que des mesures urgentes ne soient prises.[34] Néanmoins, sans une présentation fiable et éclairée des données scientifiques, le grand public ne jugera pas « utile » d'agir avant qu'il ne soit trop tard, ce qui représente une menace sans précédent pour la stabilité économique et le bien-être de nos sociétés.

28 Parlement européen, Direction générale des politiques externes. (2021). L'impact de la désinformation sur les processus démocratiques et les droits de l'homme dans le monde. Voir ici.

29 Service européen pour l'action extérieure. (2025). Manipulation et ingérence étrangères dans l'information : un élément fondamental des activités militaires russes. Voir ici.

30 Reglitz, M. (2023). Fake news et démocratie. Dans Philosophie publique : Essais sur la moralité en politique (pp. 175–177).

31 Zhou, K., Šćepanović, S., & Quercia, D. (2024). Caractérisation des fausses informations visant les entreprises. Actes de la conférence internationale AAAI sur le Web et les médias sociaux, 18(1), 1818–1832. Voir ici.

32 Adams, Z., Osman, M., Bechlivanidis, C., & Meder, B. (2023). (Pourquoi) la désinformation est-elle un problème ? Perspectives on Psychological Science, 18(6). Voir ici.

33 Southwell, B. G., Thorson, E. A., & Sheble, L. (2019). La prévalence, les conséquences et les remèdes à la désinformation en matière de santé sur les réseaux sociaux. American Journal of Preventive Medicine, 57(4), 617–627. Voir ici.

34 Institut et Faculté des actuaires et Université d'Exeter. (2023). Solvabilité planétaire : trouver notre équilibre avec la nature. Voir ici.

5 LUTTE CONTRE LES MONOPOLES

En cinquième lieu, les médias d'intérêt public jouent un rôle unique et essentiel de limitation du pouvoir de marché au sein de l'économie numérique actuelle grâce à leur contribution aux mécanismes de régulation. En effet, les sociétés ne peuvent réglementer que ce qu'elles sont en mesure de connaître et de comprendre. L'un des principaux arguments en faveur du soutien aux médias d'intérêt public réside dans leur capacité à renforcer les compétences d'un secteur public bien informé et capable, par exemple, de réglementer efficacement l'IA et les géants des technologies.

Une réglementation judicieusement conçue peut favoriser une économie plus dynamique, en complément d'autres politiques, réduisant ainsi les risques d'exploitation du marché et les effets d'entraînement.[35] Sans cela, les économies numériques risquent de devenir extractives et exclusives plutôt que résilientes, innovantes et inclusives.[36] C'est en partie la raison pour laquelle les médias d'intérêt public ont eux-mêmes connu un affaiblissement spectaculaire ces dernières années, dû à l'émergence de nouvelles plateformes numériques surpuissantes qui ont monopolisé le marché.

Un nombre relativement restreint d'entreprises contrôle désormais la grande majorité des parts de marché, du référencement en ligne aux requêtes de base. Les recettes publicitaires se sont donc détournées des diffuseurs d'informations traditionnels, réputés pour leur « responsabilité », au profit des plateformes en ligne, ce qui profite encore davantage à ces quelques grandes entreprises et nuit aux médias d'intérêt public, dans le cercle vicieux que nous avons décrit plus haut.

Le problème ne tient pas simplement à la marchandisation des données des utilisateurs par ces entreprises, mais à leur tendance croissante à abuser de leur position dominante sur le marché comme « gardiens de l'attention » pour soutirer des revenus à d'autres acteurs de leur écosystème, notamment les « consommateurs », les fournisseurs et même les annonceurs. Cette augmentation des rentes, qui est une caractéristique de plus en plus marquée de l'économie numérique, favorise un marché plus enclin à encourager l'imitation que l'innovation productive.[37] Les conséquences économiques sont là aussi importantes.

Les marchés déséquilibrés, dominés par quelques acteurs puissants, sont en outre inefficaces, ce qui se traduit par une perte de valeur potentielle, une mauvaise répartition des bénéfices et un frein à l'innovation. Sans réglementation ni politiques compensatoires, ces sociétés disposent d'un avantage imparable. De tels marchés entraînent des coûts sociaux supplémentaires : ils peuvent ainsi conduire à une mainmise sur les médias, les entreprises dominantes influençant ou supprimant la couverture médiatique afin de protéger leurs intérêts. Si ce risque n'est pas nouveau, il est aujourd'hui exacerbé par la concentration accrue du marché et l'effondrement des modèles économiques médiatiques traditionnels.[38] Si aucune mesure n'est prise, ce pouvoir monopolistique entraîne également une augmentation des inégalités.[39]

35 Bradford, A. (2024). The false choice between digital regulation and innovation. Northwestern University Law Review, 119(2), 377–409. Voir ici.

36 Adams, Z., Osman, M., Bechlivanidis, C., & Meder, B. (2023). (Why) is misinformation a problem? Perspectives on Psychological Science, 18(6), 1440–1442. See here and Gernone, F., & Mazzucato, M. (2024). The case for socialising AI's inputs (pp. 1–3, 6–8).

37 O'Reilly, T., Strauss, I., & Mazzucato, M. (2024). Algorithmic attention rents: A theory of digital platform market power. Data & Policy, 6, e1. Voir ici.

38 Anya Schiffrin (2021) documents how financial dependence on powerful actors undermines public-interest journalism (Media Capture: How Money, Digital Platforms, and Governments Control the News, Columbia University Press). Timothy Besley and Andrea Prat (2006) develop a model showing how concentrated elites can use market power to induce media self-censorship ("Handcuffs for the Grabbing Hand? Media Capture and Government Accountability," American Economic Review, 96(3), 720–736. Voir ici.

39 Trappel, J. (2019). Inequality, (new) media and communications. In J. Trappel (Ed.), Digital media inequalities: Policies against divides, distrust and discrimination (pp. 9–30). Göteborg: Nordicom. Voir ici.

6

LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS À L'ÈRE NUMÉRIQUE

Enfin, les médias d'intérêt public jouent un rôle essentiel d'atténuation et d'inversion des effets des inégalités. Les technologies numériques favorisent l'émergence d'une économie mondiale de l'information toujours plus interconnectée, ce qui offre d'énormes opportunités de développement économique, mais comporte également de nombreux risques. Dans des sociétés numériques connectées, mais de plus en plus polarisées, les inégalités en matière de diffusion publique de l'information renforcent les divisions sociales existantes.

Les inégalités d'accès aux technologies de l'information et de la communication, par exemple, excluent de manière disproportionnée les communautés rurales, les femmes, les personnes âgées, les personnes handicapées, les minorités ethniques et les populations à faibles revenus, en particulier dans les pays du Sud, limitant ainsi leur participation aux processus démocratiques et leur accès à des informations fiables.[40]

Cette fracture numérique croissante a donc un effet démultiplicateur, rendant certains groupes encore plus vulnérables à la mésinformation et alimentant non seulement l'extrémisme politique, mais aussi, bien souvent, l'apathie.

Elle conduit à un état que nous appelons « l'impuissance acquise », dans lequel les citoyens renoncent à exiger des comptes aux gouvernements, permettant ainsi la prospérité incontestée d'acteurs politiques motivés par leur propre intérêt. Cela engendre de nombreux effets négatifs, notamment l'incapacité de nombreux pays africains à exploiter le potentiel de l'innovation, mais aussi, à l'autre extrémité du spectre, la désinformation et la représentation erronée persistantes des capacités et des responsabilités réelles des pays africains, qui découragent les investissements potentiels, pourtant indispensables.

À l'échelle mondiale, les inégalités se traduisent par des tensions géopolitiques et des conflits, et une compréhension exacte de ces événements nécessite également une couverture médiatique appropriée. Les gouvernements dépensent actuellement des milliards dans des initiatives de sécurité et des technologies militaires pour pallier ces problèmes, et les entreprises en font autant avec les primes d'assurance et les nouveaux moyens de communication pour atteindre des consommateurs de plus en plus fragmentés. Si les plateformes médiatiques d'intérêt public étaient soutenues de manière adéquate, elles pourraient permettre aux gouvernements et aux entreprises d'économiser des sommes considérables, en réduisant la nécessité de consacrer de telles dépenses à la résolution de problèmes qui auraient pu être évités.

Mais avant tout, il faut sauver les médias d'intérêt public eux-mêmes.

40 UN ESCAP. (2020). Inequality in access to information and communication technologies in Asia and the Pacific. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique. Voir ici.

IV. AGIR POUR PRÉSERVER LA VALEUR DE LA CONTRIBUTION DES MÉDIAS D'INTÉRÊT PUBLIC

Pour toutes les raisons exposées ci-dessus, nous appelons de toute urgence à une action publique décisive, dès à présent, afin d'assurer l'avenir des médias d'intérêt public et d'élaborer les politiques nécessaires au façonnement des marchés de l'information de demain, dans l'intérêt de la prospérité économique et du bien-être social au sens large.

Cela implique tout d'abord que les gouvernements démocratiques s'engagent davantage à protéger directement la liberté et l'indépendance des médias et à orienter le marché de manière à encourager les investissements et les innovations judicieux de la part des acteurs privés. Une réévaluation collective de la valeur sociale et économique de l'accès à des informations fiables est nécessaire pour encourager cette action gouvernementale. Par ailleurs, tout mécanisme de soutien doit être assorti de garde-fous appropriés afin de se prémunir de toute ingérence ou mainmise du gouvernement.

Si les gouvernements n'ont pas les moyens d'agir ou si les régimes politiques portent activement atteinte à l'état de droit et aux droits de l'homme, les mécanismes multilatéraux devraient intervenir et apporter le soutien indispensable à la protection des médias indépendants.[41]

Revalorisation des médias indépendants

Afin d'enrayer le déclin des médias d'intérêt public, il est nécessaire de systématiquement reconnaître, quantifier et récompenser leur véritable valeur pour les économies nationales et mondiales, et de permettre aux gouvernements d'orienter plus efficacement l'innovation publique et privée.[42] Comme nous l'avons souligné, une trop grande partie de cette « valeur » est actuellement accaparée par les plateformes numériques et les entreprises d'IA, dont les profits reposent sur les informations produites par des fournisseurs de contenu tiers.

Nos recommandations reposent fondamentalement sur l'idée qu'il est nécessaire de mettre en place un ensemble cohérent de politiques afin de garantir que les efforts déployés par un journalisme indépendant fondé sur des faits soient mieux rétribués et de soutenir le travail des journalistes tout en veillant à ce que leur produit reste dans le domaine public. Cela permettrait de faire évoluer les signaux du marché, et ainsi d'attirer davantage d'investissements vers l'écosystème de l'information afin de rétablir un nouveau cycle vertueux.

41 Vous trouverez ici des exemples de ces différents outils de financement. (Nielsen, R. K., Fletcher, R., Kalogeropoulos, A., Kleis Nielsen, H., & Levy, D. A. L. (2017). *Public support for the media: A six-country overview*. Institut Reuters pour l'étude du journalisme. Pour un aperçu complet des interventions politiques proactives disponibles, consultez le manuel politique de l'OSCE, Safeguarding Media Freedom in the Age of Big Tech Platforms and AI (à paraître). Pour en savoir plus sur les fonds nationaux, cliquez ici. (Schiffrin, A., & Alfter, B. (octobre 2023). *Creating national funds to support journalism and public-interest media: Policy brief*. GFMD IMPACT.) ; pour les subventions directes aux médias d'information au Danemark, en Finlande, en Islande, en Norvège et en Suède, voir ici.

42 Comme l'ont montré certaines de nos travaux antérieurs, la BBC est un exemple de fournisseur d'informations publiques extrêmement important qui se consacre à la création de valeur publique, mais qui ne dispose pas de bonnes méthodes d'évaluation pour démontrer son impact. Une approche consiste, par exemple, à évaluer la valeur publique d'un organisme tel que la BBC à différents niveaux, du niveau direct (la base de référence essentielle) au niveau « dynamique » (qui tient compte des retombées de l'activité), en passant par le niveau « de formation du marché » (qui examine comment la valeur est catalysée par la BBC et co-créée avec d'autres). Voir Mazzucato, M., Conway, R., Mazzoli, E. M., Knoll, E., & Albala, S. (2020). *Creating and measuring dynamic public value at the BBC*. Voir ici. Voir également Coyle, D. (2010). *Public value in practice: Restoring the ethos of public service*. BBC Trust. Voir ici.

Dans la perspective d'une telle réévaluation approfondie de l'importance des médias d'intérêt public à l'ère de l'information, nous proposons deux actions prioritaires :

➜ **Action 1.** Investir dans un journalisme libre et indépendant en diversifiant et en augmentant les ressources consacrées à la production d'informations fiables

➜ **Action 2.** Modeler les écosystèmes de l'information dans l'intérêt public grâce à un recours effectif aux politiques industrielles et aux mesures de protection contre l'emprise sur les médias et les ingérences

ACTION 1

Investir dans un journalisme libre et indépendant en diversifiant et en augmentant les ressources consacrées à la production d'informations fiables

À l'heure où le modèle économique sur lequel ils s'appuyaient est en train de disparaître, il est essentiel de redoubler d'efforts pour soutenir les médias d'intérêt public et de contrer les investissements considérables consentis par les pouvoirs autoritaires dans la désinformation et la mésinformation. Pour mener à bien cette première action, nous proposons une réponse politique en trois volets.

Tout d'abord, le soutien public et les investissements dans les médias d'intérêt collectif doivent être renforcés tant au niveau national qu'international. De nouveaux modèles de financement sont nécessaires pour enrayer le déclin catastrophique des médias indépendants locaux et nationaux, parallèlement à de nouveaux modes de financement des médias de service public. Cela doit se traduire par des investissements à court et à long terme dans l'innovation médiatique et le développement de nouveaux modèles économiques favorisant davantage le journalisme d'intérêt public.

Les options possibles comprennent les subventions et les aides financières directes (distribuées par des entités indépendantes ou selon des règles claires et transparentes afin d'atténuer les risques d'ingérence politique) ou les subventions indirectes telles que les crédits d'impôt ou les exonérations de taxe sur la valeur ajoutée, dont l'efficacité est déjà avérée et qui peuvent être étendues et reproduites.[43] Les autres modèles favorisant la viabilité financière du journalisme incluent également l'utilisation de coupons citoyens (qui fournissent à chacun un montant annuel à dépenser en abonnements), la création et le soutien de fonds nationaux pour le journalisme, ou l'exploration de nouvelles formules de redevance. Le financement public du journalisme ne doit toutefois jamais être synonyme d'influence du gouvernement sur ce dernier, et une conception méthodique des dispositions institutionnelles qui encadrent ce soutien est nécessaire pour garantir l'indépendance éditoriale. Différents pays et institutions ont déjà montré que c'était possible.[44]

43 Des exemples de subventions directes ou indirectes sont disponibles ici : Forum sur l'information et la démocratie (2021). Un nouveau pacte pour le journalisme. Voir ici.

44 Vous trouverez ici des exemples de mécanismes efficaces mis en place ou utilisés par les gouvernements pour octroyer des fonds au journalisme et aux médias d'information. Forum for Information & Democracy. (Août 2025). A digital tax to support quality journalism : Applying the polluter pays principle to Big Tech Platforms (note d'orientation).

À l'échelle mondiale, les défis sont similaires, mais dans le cas présent, le premier problème à résoudre est le volume insuffisant de l'aide publique au développement (APD) consacrée au soutien des médias. Le soutien international est plus essentiel que jamais pour assurer la survie des médias indépendants dans les pays moins bien dotés en ressources, où ni les marchés ni les gouvernements ne sont en mesure de soutenir la production d'informations fiables à l'échelle requise et de protéger les journalistes et le public contre les ingérences extérieures. L'APD destinée au soutien des médias doit donc être une priorité, surtout dans un contexte de réduction généralisée et drastique des budgets d'aide internationale. Ce point est essentiel, car les taux de croissance sont souvent trop faibles en Afrique, par exemple, pour financer les investissements nécessaires dans les infrastructures numériques.[45]

La mutualisation des ressources et une collaboration plus efficace permettent de réaliser des investissements plus importants et mieux coordonnés, ce qui contribuera à créer et à maintenir des écosystèmes médiatiques dynamiques et vivants. Les mécanismes multilatéraux autorisent un grand nombre de pays, y compris des donateurs non traditionnels, à collaborer afin de préserver la démocratie et le développement économique, tout en garantissant l'indépendance éditoriale et en évitant la mainmise de l'État et la poursuite d'objectifs restreints et purement intéressés. Des mécanismes tels que le Fonds international pour les médias d'intérêt public garantissent l'indépendance, la portée et l'efficacité nécessaires pour contribuer de manière significative au maintien d'écosystèmes médiatiques indépendants, à l'instar de ce qu'ont permis des initiatives semblables au cours des dernières décennies dans des domaines tels que la santé mondiale (le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et Gavi, l'Alliance du Vaccin) ou l'éducation (le Partenariat mondial pour l'éducation).

Il est ensuite nécessaire de mettre en place de nouveaux modèles de rémunération des médias afin de répartir de manière équitable et efficace les bénéfices de la valeur économique générée par les médias d'intérêt public et de prévoir les incitations et les ressources nécessaires à la préservation de médias d'intérêt public de qualité.

Le temps est venu pour les gouvernements d'agir de manière décisive afin d'empêcher les plateformes numériques (p. ex. les réseaux sociaux) et d'IA de profiter gratuitement du travail des principaux fournisseurs de contenu. Parallèlement aux prélèvements directs (décrits ci-dessus), il est possible d'y parvenir en renforçant et en élargissant les lois sur le droit d'auteur, par exemple en interdisant à ces entreprises très rentables de profiter des exemptions pour « usage raisonnable », initialement conçues pour les universitaires. Cette approche a notamment été mise en œuvre dans le cadre du code de négociation australien, de la loi canadienne sur les actualités en ligne et de la réglementation indonésienne sur les droits des éditeurs.

Une rémunération équitable peut également être assurée grâce à l'élaboration de nouveaux modèles commerciaux et de cadres d'intérêt public.[46]

45 Songwe, V. (2019). Creating a digital Africa. Finance & Development, 56(2). Fond Monétaire International. Voir ici.

46 Simon, J. (2023, February 7). A New Paradigm for Global Journalism: Press Freedom and Public Interest. Columbia Journalism Review. Voir ici.

À titre d'exemple, Global Media Trust développe actuellement des cadres réglementaires, économiques et techniques évolutifs afin de faciliter l'octroi de licences collectives sur des milliers de sources d'informations d'intérêt public par des entreprises spécialisées dans l'IA, en privilégiant les langues « à faible ressource » qui, bien que parlées par des milliards de personnes, ne constituent pas une priorité pour les entreprises technologiques mondiales et ne seraient pas en mesure, individuellement, de conclure des accords avec les acteurs de l'IA.

Troisièmement, il convient de mettre en place des taxes numériques sur les principales plateformes afin de générer des recettes supplémentaires pour soutenir le journalisme et de remédier aux conséquences négatives que provoquent les nouvelles plateformes. Étant donné qu'elles tirent profit du travail d'autrui, il est approprié de taxer directement les revenus des grandes plateformes au moyen de nouveaux prélèvements et de taxes numériques avant de demander aux contribuables de supporter le fardeau du soutien aux médias libres et indépendants.[47]

De nombreuses propositions ont été faites ces dernières années, et des principes guidant la mise en œuvre de telles taxes ont été élaborés.[48] Les géants du numérique et les entreprises d'IA en particulier devraient contribuer au soutien des médias traditionnels, au motif qu'ils devraient être contraints de payer pour un intrant essentiel à leur « processus de production », conformément au principe convenu du « pollueur-payeur » utilisé dans d'autres secteurs, notamment celui de l'environnement. Même en appliquant des modèles de rémunération plus équitables sur les marchés des médias, une forme de redevance est nécessaire dans un contexte où le marché sera toujours confronté au parasitisme et à une offre insuffisante. Si d'autres modèles commerciaux (les accords de licence, par exemple) peuvent s'avérer utiles, ils ne couvriront jamais l'ensemble de la production d'informations qui sous-tend les modèles d'IA modernes.

Ces taxes répondent à deux problématiques. Premièrement, les grandes plateformes numériques ont jusqu'à présent été relativement peu imposées sur leurs bénéfices, privant ainsi les gouvernements d'une source importante de revenus. Deuxièmement, ces taxes augmentent les fonds à disposition des gouvernements pour soutenir les médias d'intérêt public et d'autres objectifs sociaux. Ainsi, une taxe pourrait être appliquée sur les bénéfices des plus grands fournisseurs d'IA, collectée par une agence nationale ou multilatérale, dont les recettes seraient utilisées comme capital stratégique pour des investissements dans les médias.

ACTION 2

Modeler les écosystèmes de l'information dans l'intérêt public grâce à un recours effectif aux politiques industrielles et aux mesures de protection contre l'emprise sur les médias et les ingérences

Pour garantir la pertinence des médias d'intérêt public dans un environnement informationnel en mutation, les gouvernements sont appelés à mettre en place une nouvelle génération de politiques industrielles visant à façonner l'écosystème médiatique au sens large. Une approche gouvernementale active associant les marchés à une planification intelligente est nécessaire pour tenir compte des caractéristiques uniques de l'information en tant que bien public essentiel sur le plan social et économique, qui s'inscrit néanmoins dans un paysage commercial plus général.[49]

47 Stiglitz, J. E. (n.d.). The media information as a public good. Columbia Business School. Consulté le 15 septembre 2025, à partir d'ici. J. E. Stiglitz, "The Media: Information as a Public Good," "Changing Media in a Changing World: Proceedings of the Workshop Changing Media in a Changing World, 10–12 May 2021,D.E. Viganò, S. Zamagni, M. Sánchez Sorondo (eds), Studia Selecta 7, Libreria Editrice Vaticana, Vatican City, 2022. Voir ici.

48 Forum sur l'information et la démocratie (Août 2025). A digital tax to support quality journalism: Applying the polluter pays principle to Big Tech platforms (Note d'orientation). Forum sur l'information et la démocratie. Voir ici.

49 Voir par exemple Rolnik, A., et al. (2019). Rapport du Comité pour l'étude des plateformes numériques. On rethinking industrial and innovation policy in "complex" times, voir : Chacua Delgado, C., Gadgin Matha, S., Hartog, M., Hausmann, R., & Yildirim, M. (2024). Innovation policies under economic complexity (document de travail n° 234 du Growth Lab). Université Harvard. ici.

Cette démarche doit être menée en concertation avec le plus grand nombre possible de parties prenantes, y compris la société civile, en vue d'accroître la productivité globale et non pas seulement la rentabilité d'un petit nombre de plateformes numériques.

En premier lieu, une réglementation appropriée est nécessaire pour constituer le pilier central d'une nouvelle politique industrielle en faveur des médias d'intérêt public. Dans certains milieux, le discours actuel soutient que réglementer l'IA et les plateformes technologiques reviendrait à pratiquer la censure, en violation des principes de liberté d'expression et de presse, que cela perturberait la concurrence loyale et se traduirait par un affaiblissement du dynamisme du secteur technologique. Ce sont là des arguments purement subjectifs avancés par les géants du secteur technologique, qui privilégient le profit à tout prix au détriment du bien-être social.

Au contraire, utilisée à bon escient, la réglementation favorise un meilleur écosystème informationnel, au bénéfice de notre économie, de nos démocraties et de notre société ; une bonne réglementation encourage également des innovations plus productives et socialement utiles. Nous appelons en particulier les gouvernements à faire preuve de plus d'audace en insistant sur ce point et en créant un environnement propice à une économie informationnelle mieux réglementée. Par exemple, les obligations de divulgation numérique, indispensables pour permettre aux gouvernements de réglementer efficacement les grandes technologies et l'IA, devraient être prévues par la législation.[50]

La réglementation contribue non seulement au bien-être social, mais nous soutenons qu'elle est également bénéfique pour les entreprises. Les systèmes d'IA basés sur des informations erronées ne peuvent mener aucune révolution informatique valable,

et les gouvernements désireux de soutenir un secteur national de l'IA productif devraient s'efforcer de définir l'orientation et le rythme de croissance de ce secteur. La réglementation des grandes entreprises technologiques renforce également la concurrence et le dynamisme des autres secteurs en facilitant l'entrée sur le marché de nouveaux acteurs, en particulier dans un contexte où les approches antitrust classiques (par exemple, axées sur la concentration de certains marchés publicitaires) sont inadaptées pour répondre aux besoins sous-jacents, qui consistent non seulement à soutenir des écosystèmes médiatiques compétitifs, mais également à veiller à ce qu'ils répondent aux besoins plus larges en matière de bien-être social.

En second lieu, les gouvernements et les défenseurs de la société civile doivent recourir davantage aux leviers juridiques et commerciaux existants afin de créer une infrastructure médiatique mieux adaptée aux priorités d'intérêt public. Cela inclut la nécessité de mettre à jour les lois sur le droit d'auteur (en actualisant par exemple les clauses relatives à l'« usage raisonnable ») afin qu'elles offrent une protection significative à l'ère du scraping (ou moissonnage) de données. Certains d'entre nous ont également approfondi le concept d'« option publique » dans les médias et le rôle potentiel des autorités de concurrence dans la promotion d'un environnement informationnel plus pluraliste et dynamique, notamment par la révision des dispositions réglementaires et des structures en matière de propriété.[51] Il s'agit également d'un domaine dans lequel il est essentiel de renforcer la représentation de la communauté et de la société civile ainsi que les fonctions de surveillance pour développer la capacité institutionnelle à promouvoir des médias d'intérêt public et à équilibrer un paysage médiatique marqué par la puissance des géants technologiques, qui représente un risque systémique pour la liberté des médias.[52]

50 O'Reilly, T., Strauss, I., & Mazzucato, M. (juin 2023). Réglementer les géants technologiques grâce à la divulgation d'informations numériques (Note d'orientation IIPP n° 26). Institut pour l'innovation et l'intérêt public de l'UCL. Voir ici.

51 Coyle D. The Public Option. Royal Institute of Philosophy Supplement. 2022;91:39-52. Voir ici.

52 Voir par exemple certaines des conclusions du projet PRIMED ici. BBC Media Action. (2024). Strategies to support public interest media in low- and middle-income countries: What works and what doesn't (PRIMED learning brief 5).

Il est également possible de garantir le dynamisme et la diversité des médias d'intérêt public par le biais de politiques commerciales visant à soutenir de manière proactive les start-ups locales. Il est impératif de veiller à ce que de nouvelles entreprises et plateformes puissent être lancées afin d'assurer la pérennité de l'ensemble du marché des médias. Bon nombre de ces entreprises verront inévitablement le jour au niveau local et seront mieux à même de répondre aux besoins locaux (plus décentralisés), un autre atout dans un paysage médiatique où l'offre locale s'est considérablement appauvrie ces dernières années. Il est également primordial que les innovations médiatiques de demain ne soient pas étouffées par la concurrence déloyale d'aujourd'hui avant même d'avoir vu le jour. Des interventions ciblées et intelligentes en matière de politique industrielle, comme des incubateurs de médias ou un traitement préférentiel pour les acteurs à but non lucratif, peuvent jouer un rôle important à cet égard.

Cependant, les gouvernements ne sont pas les seuls à devoir agir dans ce sens. La société civile, les organisations médiatiques et d'autres acteurs ont aussi un rôle déterminant à jouer pour aider à façonner l'infrastructure médiatique globale et l'orientation normative souhaitée. Cela vaut également au niveau multilatéral, où il y a lieu de définir des normes et des principes[53] communs clairs qui puissent orienter une architecture multilatérale révisée, mieux adaptée à l'ère de l'information.

En troisième lieu, il faut impérativement trouver de nouveaux moyens de réduire plus largement la fracture numérique. Il peut s'agir, comme indiqué précédemment, de subventionner les coûts de production d'informations fiables et d'intérêt public, et de veiller à ce que ces informations soient largement accessibles, y compris localement. Il convient également de trouver et de financer divers moyens de renforcer les structures institutionnelles et les ressources nécessaires à la défense de la liberté et de l'indépendance des médias à l'échelle mondiale. Ainsi, les sociétés (non seulement les gouvernements, mais aussi les pouvoirs judiciaires et législatifs de tous bords, ainsi que les secteurs concernés) doivent s'engager à garantir que les dispositions réglementaires favorisent la mise en place d'un écosystème informationnel véritablement indépendant, pluraliste et concurrentiel, et à maintenir une distance entre les responsables politiques et les médias à tous les niveaux. Des engagements sont également nécessaires pour lutter contre la nouvelle fracture numérique, qui se mondialise sans cesse davantage. En matière de renforcement de la réglementation, par exemple, la coopération internationale est également essentielle pour éviter un nivellement par le bas face à la pression exercée par les grandes entreprises mondiales en faveur de la délocalisation, voire à la menace de droits de douane imposés par leurs territoires d'origine.

Des forums internationaux, tels que le Partenariat pour l'information et la démocratie, qui rassemble 56 pays, sont déjà prévus pour soutenir cette coopération. En promouvant les meilleures pratiques conformes aux normes internationales telles que les droits de l'homme et l'État de droit, et en partageant des informations, ils peuvent également contribuer à rétablir la transparence (et, par conséquent, la responsabilité) que garantissent les plateformes médiatiques d'intérêt public, regagnant ainsi la confiance des citoyens et renforçant le pouvoir de leur vote. En définitive, ces mesures nous orienteraient vers un nouveau modèle de services médiatiques d'intérêt public destiné à promouvoir et à défendre des valeurs telles que la vie privée, le pluralisme et la liberté d'expression, à favoriser la diversité et l'innovation, et à inventer de nouveaux moyens pour garantir que l'économie moderne de l'information profite à tous et pas seulement à une minorité.[54]

Ces mécanismes internationaux devraient être renforcés afin d'éviter que les citoyens ne s'habituent à un état d'« impuissance acquise » au sein d'un système d'information dysfonctionnel, état qui les conduirait à cesser d'être les citoyens actifs et informés dont les sociétés prospères et équitables ont besoin, pour devenir de plus en plus vulnérables face à la tromperie et à la mésinformation.

53 Voir par exemple le Partenariat international sur l'information et la démocratie. (n.d.). Partenariat international sur l'information et la démocratie. InformationDemocracy.org. Consulté le 15 septembre 2025, à partir d'ici.

54 Voir, par exemple, Bria, F., Timmers, P., & Gernone, F. (2025). EuroStack – A European alternative for digital sovereignty. Bertelsmann Stiftung (voir aussi ici) et pour des exemples non européens (e.g., IndiaStack ici). Sur la nécessité d'une nouvelle infrastructure d'intérêt public pour les médias, voir International Media Support. (2024, Octobre 24). Where is the money? New perspectives on funding, financing and investment for public interest media. IMS. Voir ici.

CONCLUSION: IL EST TEMPS D'AGIR.

Nous sommes convaincus que ces deux mesures consistant **à investir** dans **l'écosystème médiatique** et à le **façonner** constituent une solution viable que tous les gouvernements engagés en faveur de la croissance économique et de la prospérité démocratique peuvent mettre en œuvre à un coût relativement faible, en concertation avec la société civile et le secteur privé.

Nous considérons que la nouvelle économie des médias d'intérêt public que ces mesures permettraient d'instaurer pourrait enrayer une trajectoire qui semble mener à l'effondrement du journalisme d'intérêt public, avec des conséquences considérables pour notre économie, notre société et nos démocraties.

> **À l'ère de l'IA et des algorithmes numériques, il n'est plus possible d'ignorer la protection des médias d'intérêt public.**

Au contraire, les mesures que nous recommandons sont toutes réalisables et relativement peu coûteuses à mettre en œuvre. Elles offrent également la perspective de générer des avantages sociaux, politiques et économiques substantiels à long terme.

Partout dans le monde, des exemples d'innovation et de transformation du marché des médias vont déjà dans le sens de nos propositions et mettent en lumière ce qui est possible : des plateformes en libre accès comme Bluesky aux innovations telles que Global Media Trust, en passant par des mécanismes de financement comme l'International Fund for Public Interest Media, dont les investissements contribuent à garantir une utilisation responsable des systèmes d'IA dans les pays du Sud.[55]

> **Ce dont nous avons besoin aujourd'hui, ce n'est pas de réinventer la roue, mais d'un nouveau degré de volonté politique et d'un engagement concerté des gouvernements à investir dans ce qui fonctionne, aux niveaux national et international.**

Cela suppose, en retour, que les responsables politiques transforment la crise actuelle en une occasion unique de bâtir une économie de l'information adaptée au monde de demain.

55 Fonds international pour les médias d'intérêt public, État des médias, p. 16. Le Fonds international dispose de sa propre unité « What Works » qui cherche à identifier et à tester des solutions nouvelles et originales pour protéger les écosystèmes médiatiques.

À PROPOS

Rapporteurs:

Simon Reid-Henry, Public Interest
Florencia Terzano, Public Interest

Le Panel de haut niveau est un projet du **Forum sur l'information et la démocratie**.

Le Forum sur l'information et la démocratie a été fondé par Reporters sans frontières (RSF) et un groupe d'institutions de premier plan dans le domaine des droits numériques, des médias et des droits humains. Il facilite la mise en œuvre du Partenariat international sur l'information et la démocratie lancé par la France en 2019 et approuvé par 56 États signataires à travers le monde.

Le Panel de haut niveau est soutenu par **le Fonds international pour les médias d'intérêt public**, un fonds multilatéral qui soutient les médias à travers le monde.

FORUM INFORMATION DEMOCRACY

Soutenu par

International Fund for Public Interest Media